

Sur les pavés, pas d'âge

Elles ont quinze, seize ans, parfois onze ou douze. Au moins une cinquantaine de mineures se prostituent dans les rues de Lille. Parmi elles, beaucoup d'adolescentes qui échappent aux institutions, dans une région minée par les difficultés sociales. Inquiètes de l'expansion du phénomène, associations et institutions ont lancé une contre-offensive.

C'est un couloir large, en serpent, ponctué de portes coupe-feu. Les collégiens l'empruntent pour rejoindre leurs salles de cours ou se risquer, dans un recoin, à un premier baiser, loin des regards intrusifs de la cour de récréation. Derrière un sas, l'infirmerie de ce collège. Un établissement tranquille, cerné par les champs, situé à une vingtaine de kilomètres de Lille.

L'infirmière Nathalie Riget* voit passer une dizaine d'élèves par jour, des petites coupures aux questions sur la contraception. Il y a deux ans, peu avant la fin de l'année, Carine est venue se renseigner sur un tatouage : *« C'était une élève de 4^{ème} sans problème de comportement. Quand je l'ai reçue, j'ai vu des talons rose bonbon dépasser de son sac à main. »* L'infirmière est surprise ; l'ado ne quitte jamais ses baskets. Depuis quelques semaines, la jeune fille multiplie aussi les absences. *« Elle est revenue me voir la semaine d'après. Cette fois, elle m'a dit qu'elle voulait prendre la pilule. Comme elle n'avait pas de copain, ça m'a intriguée. J'ai fait le lien avec les chaussures rose et j'ai envoyé un signalement au procureur. »*

Quelques jours plus tard, son téléphone sonne. La mère de Carine est inquiète : la veille, elle est allée la chercher à Lille, dans le quartier de la gare. Cela fait déjà plusieurs fois. *« Quand je l'ai convoquée, elle m'a dit que sa fille était tombée amoureuse d'un homme d'une trentaine d'années sur Facebook. »* Le mot prostitution ne sera pas prononcé. *« Il me fait rencontrer des hommes plus âgés »,* finit par lâcher Carine. En réalité, l'ado enchaîne les passes depuis trois mois. Entre-temps, deux de ses camarades et sa petite sœur de 11 ans et demi, Sophie, sont entraînées dans son sillage. *« J'ai vu ma sœur avec beaucoup d'hommes »,* confie alors la cadette à l'infirmière, avec les mots d'une gamine à peine sortie du primaire.

Visages poupins

Dans son vaste bureau du 3^{ème} étage du tribunal de grande instance de Lille, Agnès Marquant coordonne le travail des douze juges des enfants de la métropole. *« La prostitution des mineurs est un phénomène assez récent et en expansion. Quand je suis entrée en poste, en 2007, je n'avais pas de dossiers de ce genre »,* confie la juge, une table avec deux peluches et des livres pour enfants à l'autre bout de la pièce. Aujourd'hui, elle en voit passer plusieurs par mois ; le Nord est l'un des départements les plus touchés par le phénomène. Tous ces dossiers, ou presque, sont ceux d'ados en rupture familiale et scolaire. *« En général, la prostitution n'est pas la porte d'entrée. Ces filles arrivent là pour des problèmes d'autorité, de toxicomanie, ou parce qu'elles ont été victimes d'abus sexuels. Malheureusement, ce sont rarement elles qui vont voir la police pour chercher de l'aide. »*

Trois étages plus bas, l'avenue du Peuple belge court sur un kilomètre. Les prostituées occupent ses trottoirs pavés dès la fin de matinée, du pied du palais de justice à la rocade. Deux jeunes Belges aux visages poupins

font le pied de grue devant une maison en briques habillées de lierre. Elles prétendent être là pour la semaine. « *On a 23 ans* », répond la petite blonde, frange et fard à paupières doré, quand on leur demande leur âge. « *Je n'ai jamais vu de mineures par ici* », soutient sa copine, le regard tourné vers une voiture au ralenti.

Depuis son local situé dans une rue adjacente, l'association Entr'actes, qui vient en aide aux prostituées, affirme le contraire : « *A Lille, 55 mineurs sont concernés par la prostitution de trottoir* », écrit l'association dans son bilan 2013. Parmi eux, quelques garçons. La plupart sont des adolescentes âgées de 15 à 18 ans, mais certaines ont à peine 12 ans. Depuis 2006, ses éducateurs ont recensé en tout près de 90 mineurs – dont 90% de Françaises – un nombre qu'ils jugent « *en deçà de la réalité* ». En cause, un contact difficile à établir avec les Roms et les Nigérianes, sous la coupe de « *mamas* », les mères maquereilles.

Coordinateur dans le Nord-Pas de Calais du mouvement du Nid, association abolitionniste qui soutient la reconversion des prostituées, Bernard Lemette a reçu l'an dernier près plus de 200 Nigérianes dans sa permanence, une bâtisse défraîchie aux dalles en damier, coincée entre la gare Lille-Flandres et l'église Saint-Maurice. Sans parvenir à savoir lesquelles étaient mineures.

En parallèle, il suit six familles du département concernées par la prostitution d'une ou plusieurs de leurs filles. Tous les quinze jours, il se promène avec la mère de Carine et Sophie. « *On parle énormément. C'est une famille avec beaucoup de non-dits, beaucoup de violences. En général, ces filles ont vécu des épisodes douloureux dans leur enfance : de la maltraitance, des viols. Il y'a toujours un terrain propice, des choses qui font que* », assure l'octogénaire, veste à carreaux et cravate rouge venise, cinquante années de lutte antiprostitution à son actif. « *Il faut faire sortir tout ça, c'est là qu'on met toute notre énergie. Si on ne le fait pas nous, personne ne le fera.* » Un reproche adressé aux institutions – police et conseil général – « *prisonnières de leurs horaires et leurs hiérarchies* ».

Sans boussole

A la police judiciaire de Lille, on assure pourtant que la question est prise très au sérieux. « *C'est une question sensible* », lâche d'emblée un enquêteur de la brigade de répression du proxénétisme (BRP), qui refuse d'en dire plus. Quelques secondes plus tard, il évoque toutefois « *des filles en galère, qui cumulent les problèmes* ». « *C'est devenue une spécialité des foyers de Roubaix* », confie-t-il même avant de raccrocher.

Avocat à Roubaix, Gildas Brochen voit passer ces gamines brisées, trimballées de foyers en familles d'accueil ou échappées des filets des institutions. Dans son cabinet aux immenses murs gris, il plonge dans ses dossiers, amassés dans un placard mural. Il est à la recherche de l'une de ses premières affaires, qui l'a profondément marqué. En 2006, une fugueuse de 17 ans est retrouvée dans un sac poubelle au fond de la Deûle, le canal du Vieux-Lille. La police recherche toujours le coupable. « *La seule chose que nous savons, c'est que la veille de sa mort elle se prostituait sur l'avenue du Peuple belge, à quelques centaines de mètres de là* », indique l'avocat, regard figé derrière ses fines lunettes.

Pour lui aussi, les foyers peinent à garder la main sur ces jeunes filles sans boussole, fruits d'une région minée par les difficultés sociales. « *Des gars se sont même faits une spécialité de traîner autour des foyers* », assure M^e Gildas Brochen, ancien bénévole à Entr'actes. « *Au départ, il y a la promesse d'une vie amoureuse, mais ils profitent du fait que personne ne s'intéresse à elles. Au bout de deux ou trois semaines, elles se*

retrouvent sur les trottoirs de Lille ou dans les bars à champagne, en Belgique ». L'alcool et la drogue servent alors à désinhiber, à noyer les ravages. Dans le même temps, l'addiction renforce l'emprise des proxénètes sur les jeunes filles.

« Je suis une pute ! »

« Un jour, Carine est arrivée droguée dans la cour du collège. Elle avait une perruque blonde, une minijupe et des talons », se souvient l'infirmière Nathalie Riget. « Elle avait pris de la cocaïne. Elle criait : "Je suis une pute ! Je suis une pute !" J'ai dû appeler le Samu. » Depuis, l'ado a été placée en foyer, mais n'est toujours pas sortie de la prostitution. Sa petite sœur vit encore chez ses parents. « Ils n'ont pas voulu reproduire les erreurs faites avec la grande sœur, pour qui le placement n'a fait qu'empirer les choses », déplore l'infirmière. « Mais elle aussi a sombré. »

Directrice du pôle enfance-famille de Lille au conseil général du Nord, Alexandra Wierez suit de près la question. Elle connaît le dossier des deux sœurs, et des dizaines d'autres. Régulièrement, des travailleurs sociaux l'alertent : « Ils me disent : "Cette fille-là, on a des doutes" ». Elle décide alors d'envoyer ou non un signalement au parquet. « A Lille, les trois quarts des mineures prostituées sont suivies par l'ASE [l'aide sociale à l'enfance]. Elles sont censées être protégées, mais les mesures ne sont pas toujours efficaces », concède-t-elle. Ces dernières années, au cours des réunions, le projet d'un foyer spécialisé pour mineures prostituées a été évoqué. Une fausse bonne idée. Autour de la table, certains l'ont même jugée dangereuse. « Disons que ça aurait pu attirer les mauvaises personnes », glisse la juge Agnès Marquant.

Face à l'urgence du problème, le conseil général et l'association Entr'actes ont lancé l'an dernier un programme inédit, axé exclusivement sur les mineures et les jeunes majeures. « On a mis un temps fou à sortir ce projet », déplore Alexandra Wierez. « Le problème, c'est que la prostitution relève de la compétence de l'Etat, et que les mineures sont eux du ressort du département. Les deux se sont renvoyé la balle pendant des mois et des mois. Au final, c'est le département du Nord qui s'est saisi du problème. »

Deux postes d'éducateurs ont été financés. Leur rôle : « favoriser la sortie de la prostitution » en allant à la rencontre des mineures. Un travail mené deux nuits par semaine. « Il faut qu'on retisse les liens avec elles, tout en douceur, qu'on comprenne comment elles sont arrivées là. L'idée, c'est de pouvoir les ramener vers les institutions », explique Alexandra Wierez. Pour l'heure, le projet se cantonne à Lille-Tourcoing-Roubaix. Le gros du travail est effectué sur l'avenue du Peuple belge et ses ruelles alentours, épicerie de la prostitution dans la métropole. « Mais je suis très préoccupée par celles qu'on ne voit pas, qui sont en Belgique, dans des appartements ou sur internet », lâche-t-elle.

« La société se défile »

Car pour elle comme pour les autres acteurs de la lutte, la bataille n'est pas simple. « Qu'elles soient majeures ou mineures, la société entière se défile autour d'elles », peste Vincent Potié, avocat au barreau de Lille, engagé dans la lutte contre la prostitution. « La dernière fois, j'ai entendu un juge dire à un exhibitionniste : "Vous n'avez qu'à aller devant le tribunal, y'a des filles qui servent à ça". La prostitution a été rendue banale ! »

Pour les victimes mineures, sortir de la prostitution est un long parcours. De par leur âge, l'emprise exercée par le proxénète est rendue plus forte. « *Sans compter que la famille a souvent une part de responsabilité dans tout ça* », pointe M^e Vincent Potié, évoquant une ancienne cliente prostituée par son père dans son enfance. « *Les mineures sont plus méfiantes. Elles ne veulent surtout pas être contrôlées, par peur d'être placées en famille d'accueil ou de devoir retourner en foyer. Et puis beaucoup sont aussi délinquantes ou toxicomanes, ce qui les rend peu enclines à aller vers la police* », ajoute M^e Gildas Brochen. Conséquence : elles exercent dans des lieux plus reculés. Un isolement qui les rend plus vulnérables et qui complique la tâche des associations.

Derrière son bureau en demi-lune, la juge Agnès Marquant se souvient d'une mineure qui s'était décidée à sortir de la prostitution. « *A l'époque, j'étais présidente du tribunal correctionnel pour mineurs de Lille. Cette ado était très jeune, elle pleurait. Elle venait de décider de se défaire de son proxénète.* » Pour la punir, lui et trois autres hommes la violent. Au commissariat, la jeune fille, terrorisée, n'ose pas donner le nom de ses tortionnaires. « *Tu n'es qu'une pute* », lui aurait alors lâché un policier. Le jour de l'audience, l'adolescente se mure dans le silence. « *C'est frustrant parce qu'on n'a pas pu punir les coupables, et parce que quelque part on n'a pas su la protéger* », regrette la juge.

Deux ans après l'envoi du premier signalement au procureur, l'affaire des deux sœurs a elle aussi été classée. Les enquêteurs n'ont pu établir les faits de proxénétisme. « *On avait pourtant donné le nom du "souteneur" à la police* », insiste Nathalie Riget. Au collège, l'infirmière fait aujourd'hui de la prévention : « *Je suis devenue beaucoup plus vigilante* », reconnaît-elle. A la fin de l'année, les élèves assisteront à la pièce « *On change quoi ?* », organisée par le mouvement du Nid. « *Ça parle des sujets de leur âge : le sexisme, le regard des autres, les réseaux sociaux* », détaille l'infirmière. Au détour d'un acte, l'adolescente sur scène expliquera avoir fait une mauvaise rencontre sur Facebook. Cette fois-ci, le mot prostitution sera prononcé.

Rémi Banet

*Les noms et prénoms de l'infirmière et des deux mineures ont été modifiés.

Les clients, grands oubliés ?

L'article 225-12-1 du code pénal prévoit que les clients de prostituées mineures sont passibles de trois ans de prison et de 45 000 euros d'amende. Mais la loi n'est que peu appliquée. En 2012, selon les derniers chiffres du ministère de la Justice, douze clients ont été interpellés sur l'ensemble du territoire. Parmi eux, un seul a été condamné à une peine d'emprisonnement ferme.